1 dim nr (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 décembre 1962, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation des officiers du Service vétérinaire", a donné le 7 décembre 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e december 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanwerving en de opleiding van de officieren van de veeartsenijdienst", heeft de 7e december 1962 het volgend advies gegeven :

L'intitulé du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers vétérinaires".

L'alinéa 1er du préambule devrait être complété par les mots : "notamment l'article 3;".

A l'article 2, in fine, les mots "pour chaque régime linguistique" devraient être remplacés par les mots "pour chaque rôle linguistique".

+

L'article 3 du projet dispose notamment :

"Pour être admis à se présenter au concours d'admission, les candidats doivent :

1° ... ;

2° ... ;

3° avoir satisfait à un examen d'aptitude physique devant une commission médicale, dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense nationale".

L'intention du Gouvernement, telle qu'elle a été exprimée par l'officier délégué du Ministre, est d'appliquer à tous les candidats officiers des règles identiques concernant l'examen de leur aptitude physique; ces dispositions viennent d'être fixées par un ordre général n° J/455, du 19 novembre 1962, dont l'objet est libellé comme suit :

.../...

"Aptitude physique aux écoles d'officiers de carrière et aux écoles préparatoires à la carrière d'officier".

L'article 3, 3°, du projet emploie la terminologie consacrée par cet ordre général.

Incidemment il y a lieu d'observer que dans le projet d'arrêté royal relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des officiers du service de santé, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné un avis le 18 juillet 1962 (n° L. 8010), une autre terminologie a été employée. Il y aurait sans doute lieu d'apporter au projet L.8010 les modifications nécessaires pour unifier la terminologie.

+

Il appartient au Ministre de la Défense nationale, en vertu de l'article 3, 3°, du projet d'organiser l'examen d'aptitude physique. L'ordre général n° J/455, qui a cet objet, est signé par l'administrateur général du personnel et ne révèle donc pas qu'il a été pris par le Ministre; seul, cependant, ce dernier a compétence pour ce faire.

+ +

La loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée étant citée dans le préambule, il n'est pas nécessaire d'en donner, à l'article 4, alinéa 1er, du projet l'intitulé et de citer la loi du 30 juillet 1955 qui l'a modifiée.

+

Les mots "à l'épreuve", qui terminent l'article 4, alinéa 2, devraient être remplacés par les mots "à ces épreuves".

+

Suivant l'article 8 du projet, "le candidat souscrit avant de commencer sa formation un engagement ou un rengagement en application des lois sur la milice ...".

Pour ce faire, le candidat devra réunir certaines conditions prévues par la réglementation en la matière; il devra notamment passer une épreuve d'aptitude physique (arrêté royal du 3 septembre 1952, articles 1er 3 et 4).

Comme il n'entre pas dans les intentions du Ministre d'exiger du candidat officier vétérinaire la réussite d'un second examen médical, puisqu'il vient d'en subir un, peu de temps auparavant, il y aurait lieu de compléter l'article 8 pour prévoir cette dispense par la disposition suivante :

"Le candidat qui souscrit un engagement ou un rengagement en application des lois sur la milice est dispensé de l'examen médical prévu par la réglementation relative aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix".

+

.../...

L'article 10 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 10.-

Le cycle de formation des candidats officiers vétérinaires comporte deux parties se terminant chacune par une ou plusieurs épreuves :

1° les candidats reçoivent au centre du service de santé une formation militaire et des cours généraux de médecine vétérinaire militaire;

2° ils reçoivent, au cours de stages effectués dans des services vétérinaires des forces armées, une formation de médecine vétérinaire spéciale appliquée aux armées.

Le cycle de formation a une durée de six mois".

+

Pour les raisons émises dans l'observation sous l'article 4, alinéa 1er, l'article 11, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Celle-ci comporte, en outre, l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue prescrite par l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938".

+

Le projet dispose, en son article 12, que "le jury des diverses épreuves qui constituent l'épreuve d'aptitude est présidé par le chef du service vétérinaire. Le Ministre de la Défense nationale fixe la composition de ces jurys et en désigne les membres".

.../...

Suivant les explications qui furent données par l'officier délégué, il n'entre nullement dans les intentions du Ministre de déroger, pour l'épreuve linguistique prévue à l'article 11, à la réglementation existante en matière de composition de jurys pour les épreuves prévues par la loi du 30 juillet 1938; l'article 12 du projet n'a trait qu'aux épreuves dont il est question à l'article 10.

Il y aurait dès lors lieu de rédiger la première phrase de l'article 12 de la manière suivante :

"Le jury des épreuves prévues à l'article 10 est présidé par le chef du service vétérinaire".

+

L'article 13 du projet prévoit :

"Article 13.-

Le Ministre de la Défense nationale règle l'organisation des diverses parties de l'épreuve d'aptitude. Il fixe les cotes générales et particulières exigées, ainsi que l'importance relative des parties".

Cet article ne soulève pas de difficulté en ce qui concerne les épreuves qui terminent les parties du cycle de formation; par contre, il ne peut appartenir au Ministre d'organiser l'épreuve linguistique sans tenir compte de l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938, qui fixe la matière de l'épreuve, et de l'article 4bis de la même loi, qui dispose que la moitié des points doit être obtenue pour satisfaire à cette épreuve.

.../...

Il est suggéré de rédiger cet article 13 de la manière suivante :

"Article 13.-

Sans préjudice aux articles 4 et 4bis de la loi du 30 juillet 1938, le Ministre de la Défense nationale règle l'organisation des diverses parties de l'épreuve d'aptitude; il fixe les cotes générales et particulières exigées, ainsi que l'importance relative des diverses parties de l'épreuve".

\+ +

L'article 14 du projet dispose en son alinéa 1er :

"Le candidat qui échoue à l'épreuve qui termine l'une des parties du cycle de formation peut, à sa demande, être autorisé à s'y représenter dans un délai maximum de douze mois, si ses justifications sont admises par le Ministre de la Défense nationale".

Il résulte de l'article 10 du projet que chacune des deux parties du cycle de formation se termine par une ou plusieurs épreuves.

L'article 13 du projet d'arrêté ministériel (L. 8214) dispose que chacun des stages est suivi d'une épreuve; l'article 14 du même projet exige que le candidat obtienne la moitié des points à chacune des épreuves partielles.

.../...

Pour répondre à ces intentions du Gouvernement, il s'indiquerait, dès lors, de rédiger le début de l'article 14 du projet de la manière suivante :

"Le candidat qui échoue à l'épreuve ou à une épreuve partielle qui termine l'une des parties du cycle de formation ... ".

L'article 15 du projet rappelle qu'en cas d'échec à l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue, le candidat est autorisé à s'y représenter dans les conditions fixées par la loi du 30 juillet 1938.

L'article 4bis de cette loi prévoit que le candidat qui a échoué peut se présenter à nouveau au plus tôt dans un délai de trois mois et au plus tard dans un délai de douze mois. En cas de nouvel échec, le candidat est tenu de représenter l'épreuve d'aptitude pour la nomination au grade de sous-lieutenant vétérinaire.

Le projet ne prévoit pas la situation qui sera faite au candidat qui a échoué une ou deux fois, pendant le délai qui lui est accordé pour préparer une nouvelle épreuve.

Le projet d'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes (L. 8010), dispose notamment que le candidat "est, en attendant, versé dans une unité des forces armées s'il a subi avec succès les épreuves professionnelles".

.../...

Si le Gouvernement estime qu'une telle disposition est nécessaire, il y aurait lieu de compléter l'article 15 du projet sur ce point; cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Le candidat qui échoue à l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue prévue à l'article 11, est autorisé à s'y représenter dans les conditions fixées par la loi du 30 juillet 1938; en attendant, il est versé dans une unité des forces armées s'il a subi, avec succès, les épreuves terminant les parties du cycle de formation".

+

L'article 17 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 17.-

Pour être nommé au grade de sous-lieutenant vétérinaire, le candidat doit réunir les conditions suivantes :

1° ne pas avoir dépassé l'âge de 34 ans accomplis à la date de sa nomination;

2° avoir réussi l'épreuve d'aptitude prévue à l'article 11.

Le candidat qui est officier de réserve ne peut être nommé qu'après acceptation de sa démission des cadres de réserve".

+

.../...

L'article 18, alinéa 2, gagnerait en clarté s'il était rédigé de la manière suivante :

"Ils sont classés entre eux par le Ministre de la Défense nationale, Pour établir ce classement, le Ministre tient compte, suivant les règles qu'il fixe, de la valeur morale des candidats et des résultats de l'épreuve d'aptitude".

Het opschrift van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit betreffende de aanwerving en de opleiding van kandidaat-officieren-dierenartsen".

Het eerste lid van de aanhef vulle men aan met de woorden : "... inzonderheid op artikel 3;".

In artikel 2, in fine, vervange men de woorden "voor ieder van de taalstelsels" door "voor iedere taalrol".

+

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt onder meer :

"Om zich voor het vergelijkend toelatingsexamen te mogen aanmelden, moeten de kandidaten :

1° ...;

2° ...;

3° voldaan hebben aan een onderzoek voor lichamelijke geschiktheid door een geneeskundige commissie, onder de door de Minister van Landsverdediging bepaalde voorwaarden".

Naar de door de Minister gemachtigde officier mededeelt, is de bedoeling van de Regering, op alle kandidaat-officieren gelijke regelen inzake lichamelijke geschiktheid toe te passen; die regelen zijn zoëven

.../...

vastgesteld door een algemene order nr J/455 van 19 november 1962, waarvan het onderwerp als volgt is geformuleerd : "

"Fysische geschiktheid tot de scholen voor beroepsofficieren en tot de scholen die voorbereiden op de loopbaan van officier".

Artikel 3, 3°, van het ontwerp sluit aan bij de terminologie, die door die algemene order is geijkt.

Aangestipt moge worden, dat een andere terminologie is gebruikt in het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de officieren van de gezondheidsdienst (L.8010). Aan dit laatste ontwerp waarover de Raad van State op 18 juli 1962 heeft geadviseerd, zullen dan ook wel de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht, met het oog op meer eenheid.

+

Krachtens artikel 3, 3°, van het ontwerp staat het aan de Minister van Landsverdediging, het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid te organiseren. De algemene order nr J/455, die juist dat onderwerp heeft, is getekend door de algemeen administrateur voor het personeel ; uit niets blijkt dus, dat die order vastgesteld is door de Minister, die daar nochtans alleen bevoegd toe was.

+ +

De aanhef verwijst naar de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger. In artikel 4, eerste lid, van het ontwerp hoeft het opschrift van die wet, "gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955", niet nog eens te worden aangehaald.

+

In artikel 4 en elders in het ontwerp vervange men "proef" door "examen(gedeelte)". Aan het slot van artikel 4, tweede lid, schrijve men "deze examens" in plaats van "de proef".

+

Volgens artikel 8 van het ontwerp "ondertekent de kandidaat, alvorens zijn opleiding te beginnen, een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis in toepassing van de dienstplichtwetten ...".

De kandidaat die dit wil doen, zal bepaalde, door de desbetreffende reglementering gestelde voorwaarden moeten vervullen, onder meer een proef voor lichamelijke geschiktheid moeten ondergaan (koninklijk besluit van 3 december 1952 - artikelen 1, 3 en 4).

.../...

Aangezien de Minister niet bedoelt, dat de kandidaat-officier-dierenarts met goed gevolg een tweede medisch onderzoek ondergaat nadat hij er kort tevoren een heeft ondergaan, ware artikel 8 met het oog op die vrijstelling aan te vullen als volgt :

"De kandidaat die overeenkomstig de dienstplichtwetten een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis aangaat, is vrijgesteld van het geneeskundig onderzoek, voorgeschreven door de reglementering betreffende de vrijwillige dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen in vredestijd".

+

Artikel 10 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

De opleidingscyclus voor kandidaat-officieren-dierenartsen bestaat uit twee delen, die ieder met een of meer examens eindigen :

1° in het centrum van de gezondheidsdienst krijgen de kandidaten een militaire opleiding en algemene cursussen over militaire diergeneeskunde ;

2° tijdens stages in veeartsenijdiensten van de krijgsmacht krijgen zij een opleiding in speciale, op het leger afgestemde diergeneeskunde.

De opleidingscyclus duurt zes maanden".

+

.../...

Om dezelfde redenen als reeds naar aanleiding van artikel 4, eerste lid, zijn opgegeven, stelle men artikel 11 , tweede lid, als volgt :

"Dit examen omvat bovendien het examen over de werkelijke kennis van de tweede landstaal, voorgeschreven door artikel 4 van de wet van 30 juli 1938".

+

Het ontwerp bepaalt in artikel 12 :
"De examencommissie van de verschillende proeven welke de proef van geschiktheid vormen, wordt voorgezeten door de chef van de veeartsenijdienst. De Minister van Landsverdediging bepaalt de samenstelling van deze commissies en wijst de leden ervan aan".

Volgens de uitleg van de gemachtigde officier heeft de Minister helemaal niet de bedoeling, voor het in artikel 11 voorgeschreven taalexamen af te wijken van de reglementering die van kracht is inzake samenstelling van examencommissies voor bij de wet van 30 juli 1938 voorgeschreven examens ; artikel 12 van het ontwerp betreft alleen de examens waarvan in artikel 10 sprake is.

De eerste volzin van artikel 12 stelle men dus als volgt :

"De commissie voor de in artikel 10 voorgeschreven examens wordt voorgezeten door het hoofd van de veeartsenijdienst".

+

.../...

Artikel 13 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 13.-

De Minister van Landsverdediging regelt de inrichting van de verschillende delen van de geschiktheidsproef. Hij bepaalt de vereiste algemene en bijzondere cijfers alsmede de betrekkelijke waarde der delen".

Wat de examens betreft, die de delen van de opleidingscyclus besluiten, levert dit artikel geen moeilijkheden op ; daarentegen kan de Minister niet bevoegd zijn om het taalexamen te organiseren zonder rekening te houden met artikel 4 van de wet van 30 juli 1938, dat de examenstof vaststelt, en met artikel 4bis van dezelfde wet, volgens hetwelk hij die voor dat examen wil slagen, de helft van de punten moet hebben behaald. Voorgesteld wordt, dit artikel 13 als volgt te lezen :

"Artikel 13.-

Onverminderd de artikelen 4 en 4bis van de wet van 30 juli 1938, regelt de Minister de organisatie van de verschillende delen van het geschiktheidsexamen. Hij bepaalt de in het algemeen en in het bijzonder te behalen punten en de betrekkelijke waarde van de verschillende examengedeelten".

\+ +

.../ ...

Artikel 14 , eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"Aan de kandidaat die niet slaagt voor het examen dat een der delen van de opleidingscyclus besluit, kan, op zijn verzoek, worden toegestaan zich hiervoor opnieuw aan te melden binnen een maximumtermijn van twaalf maanden, indien zijn verantwoording wordt aangenomen door de Minister van Landsverdediging".

Blijkens artikel 10 van het ontwerp worden beide delen van de opleidingscyclus ieder besloten met een of meer examens.

Artikel 13 van het ontwerp-ministerieel besluit (L.8214) zegt dat na iedere stage een examen komt; artikel 14 van hetzelfde ontwerp eist, dat de kandidaat op ieder gedeeltelijk examen de helft van de punten behaalt.

Om het oogmerk van de Regering precies te verwoorden, ware het begin van artikel 14 van het ontwerp als volgt te stellen :

"Aan de kandidaat die niet slaagt voor het examen of voor een gedeeltelijk examen dat een der delen van de opleidingscylcus besluit, ...".

.../...

Artikel 15 van het ontwerp memoreert, dat de kandidaat die zakt voor het examen over de werkelijke kennis van de tweede taal, zich opnieuw mag aanmelden onder de bij de wet van 30 juli 1938 gestelde voorwaarden.

Volgens artikel 4bis van die wet kan de afgewezen kandidaat zich ten vroegste binnen drie en ten laatste binnen twaalf maanden opnieuw aanmelden. Zakt hij weer, dan moet hij het bekwaamheidsexamen voor benoeming in de graad van onderluitenant-dierenarts overdoen.

Het ontwerp zegt niet wat zal gebeuren met de kandidaat die een of tweemaal is afgewezen tijdens de termijn waarover hij beschikt om een nieuw examen voor te bereiden.

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, apothekers en tandartsen (L.8010), bepaalt onder meer dat zulk een kandidaat "in afwachting daarvan in een eenheid van de krijgsmacht wordt opgenomen, zo hij de vakexamens met goed gevolg heeft afgelegd."

Acht de Regering zulke bepaling noodzakelijk, dan ware artikel 15 van het ontwerp op dat punt aan te vullen ; dat artikel kan dan als volgt worden geredigeerd:

.../...

"Artikel 15.-

De kandidaat die niet slaagt voor het in artikel 11 bepaalde examen over de werkelijke kennis van de tweede taal, mag zich opnieuw aanmelden onder de voorwaarden gesteld in de wet van 30 juli 1938 ; in afwachting daarvan wordt hij bij een eenheid van de krijgsmacht ingedeeld als hij met goed gevolg de examens heeft afgelegd die de delen van de opleidingscyclus besluiten".

+

Artikel 17 kan beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 17.-

Om in de graad van onderluitenant-dierenarts te worden benoemd, moet de kandidaat aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° op de dag van de benoeming ten hoogste volle 34 jaar oud zijn ;

2° met goed gevolg het in artikel 11 voorgeschreven geschiktheidsexamen hebben afgelegd.

De kandidaat die reserveofficier is, kan eerst worden benoemd nadat zijn ontslag uit de reservekaders is aanvaard".

+

.../...

Artikel 18, tweede lid, ware duidelijker in volgende lezing :

"Zij worden onderling gerangschikt door de Minister van Landsverdediging. Bij het vaststellen van die rangschikking houdt de Minister, volgens door hem te bepalen regelen, rekening met de morele waarde van de kandidaten en met de uitslag van het geschiktheidsexamen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.